

Internat en psychologie: la grève des stages fait ses preuves



Écrit par

CUTE Magazine

Une [annonce majeure](#) aujourd'hui dans le dossier des stages rémunérés: la ministre David a annoncé conjointement avec les représentant.es de la FIDEP que les internes en psychologie allaient recevoir des bourses à cet effet à partir de l'automne prochain. Les nouveaux parents étudiants pourront aussi reporter leur internat d'un an et être supportés dans l'intervalle.

Il s'agit d'une [avancée importante](#) pour les doctorant.es en psychologie du Québec dans leur ensemble, qui ont su démontrer le bien-fondé d'avoir mené une grève des stages cet automne. Du point de vue du syndicalisme étudiant, cette victoire consacre ainsi un nouveau moyen de pression pour les luttes à venir. En effet, depuis des décennies au Québec, les combats étudiants se soldent par le blocage plus ou moins complet de mesures régressives, et très rarement par l'obtention de véritables gains comme celui-ci. De plus, le mouvement étudiant a comme habitude d'exclure les stages des mandats de grève (explicitement ou de facto), or l'issue de la campagne de la FIDEP prouve qu'il s'agit d'un puissant levier potentiel dans ses campagnes face à l'État ou aux administrations locales.

Cependant, le problème de la digne reconnaissance du travail étudiant demeure. Une bourse d'études durant l'internat (leur stage final), qu'importe son montant, n'est pas une rémunération en bonne et due forme et n'est donc pas accompagnée des droits et avantages liés à l'obtention d'un salaire comme l'accès à l'assurance-emploi, le droit de syndicalisation, le droit aux congés payés et la possibilité d'accumuler des heures d'ancienneté dans le réseau. Par ailleurs, les contreparties à l'entente entre la FIDEP et le gouvernement auront de quoi décevoir certain.es étudiant.es. D'abord, seuls les internats dans les secteurs public, parapublic et communautaire feront l'objet d'une bourse, alors que la proportion de pratique dans le privé est importante en psychologie. De plus, les internats en question seront allongés de 150 heures (l'équivalent d'environ un mois de travail à temps plein) à moins de s'engager à travailler ensuite dans le secteur public pendant deux ans. S'il

est louable de valoriser la filière publique dans le réseau de la santé, on se doute que la motivation pour cette distinction chez les Libéraux était en fait d'abaisser le coût global de l'entente.

C'est là une nouvelle extension en milieu étudiant de la logique du [workfare](#), selon laquelle les bénéficiaires d'une allocation doivent travailler en échange, et qui sert surtout de fiction légale pour justifier de ne pas reconnaître le statut de travailleur.euse afin de ne pas devoir assumer les responsabilités connexes en matière de conditions de travail. Il suffit de lire le rapport Granger pour constater que c'est cette logique rétrograde qui a motivé cette façon de faire et malgré ses bienfaits, l'entente d'aujourd'hui ne renverse donc en rien le rapport d'assistanat entre étudiant.e et société que les CUTE se sont donnés comme tâche de combattre, à contrario des fédérations étudiantes [quionttoutes](#) applaudi sans nuances l'issue de la grève en psychologie au cours des dernières heures.

Le chemin est tout de même tracé pour les étudiant.es des autres programmes comprenant des stages non rémunérés obligatoires. Dans ses qualités comme dans ses défauts, la grève des stages des doctorant.es en psychologie constitue une base stratégique sur laquelle s'appuyer pour obtenir la pleine rémunération de l'ensemble des stages, quels que soient le programme et l'ordre d'enseignement.